

Le budget—M. Lalonde

Troisièmement, je propose de maintenir le seuil de revenu familial au-dessus duquel le crédit d'impôt pour enfants commence à diminuer. Pour cette année et les années d'imposition suivantes, le seuil demeurera à son niveau de 1982, soit \$26,330. Au-dessous de ce niveau, le crédit maximal sera versé. Au-delà, le crédit diminuera en fonction du revenu familial. Il cessera d'être offert aux familles ayant deux enfants et un revenu d'environ \$40,000.

Enfin, à compter de l'an prochain, je maintiendrai au niveau actuel de \$710 l'exemption au titre des enfants et des autres personnes à charge de moins de 18 ans. Cette mesure complètera les changements apportés au crédit d'impôt pour enfants en assurant que les fonds limités dont dispose le gouvernement bénéficieront aux familles qui en ont le plus besoin.

[Français]

Ces changements auront pour effet d'accroître l'aide fédérale aux Canadiens à revenu modique ayant des enfants et à ceux qui doivent engager des frais pour la garde de leurs enfants afin de pouvoir travailler. Au cours de cet exercice, les changements auront un effet à peu près nul. Sur les trois prochains exercices, ils accroîtront les recettes du gouvernement. Cependant, je ne soustraies pas cet argent du système de sécurité sociale qui apporte tant d'avantages aux Canadiens. Je les affecte à un fonds spécial de politique sociale qui servira à renforcer les programmes sociaux offerts aux Canadiens dans le besoin.

[Traduction]

Si nous voulons que la reprise soit soutenue au Canada et que nos revenus réels et notre niveau de vie recommencent à augmenter, nous devons voir plus loin que l'avenir immédiat. Un effort national est nécessaire d'ici à la fin de la décennie pour assurer que le Canada restera l'un des pays les plus productifs, les plus compétitifs et les plus prospères du monde industrialisé. Nos principaux partenaires commerciaux continueront de progresser. Pour rester dans la course, le Canada n'a donc pas le choix: il doit lui aussi progresser. Nous devons mettre nos entreprises et nos travailleurs en état d'affronter et de battre la concurrence.

Bien des gens croient que les gains de productivité entraînent le chômage. Rien n'est plus faux. En fait, une amélioration vigoureuse et régulière de la productivité soutient la croissance de l'emploi.

Notre recherche collective des moyens d'améliorer la productivité au Canada sera complexe et difficile. La réussite ne sera pas instantanée. Ni les entreprises, ni les travailleurs n'iront bien loin s'ils essaient de se passer de la coopération de l'autre. Nous devons nous y mettre tous ensemble. Un effort national concerté s'impose. Pour que cet effort ait une chance de réussite, les Canadiens devront mettre de côté la rhétorique et cesser de chercher des boucs émissaires.

Nous n'irons pas bien loin si nous continuons à nous reprocher les uns aux autres les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous devons reconnaître, par exemple, que les préoccupations du mouvement syndical en matière de conditions de travail, de qualité et de sécurité du milieu de travail, de participation des travailleurs et de possibilités d'autodéveloppement sont entièrement légitimes et peuvent, si elles sont

bien comprises, améliorer notre productivité. Nous devons aussi reconnaître que, si les entreprises investissent dans un équipement plus efficace et plus rentable, ce n'est pas simplement pour réduire leurs effectifs; que les investissements productifs soutiennent l'emploi, et que c'est leur insuffisance qui cause le chômage.

Il y aura toujours des tensions entre les travailleurs, les entreprises et les gouvernements. Cela ne devrait toutefois pas les empêcher de coopérer pour améliorer la productivité, la compétitivité et le potentiel de création d'emplois de l'économie canadienne. C'est la clé de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des bénéfices. Bien plus: c'est le meilleur moyen, à long terme, d'assurer aux Canadiens les emplois dont ils ont besoin.

CENTRE NATIONAL POUR L'ACCROISSEMENT DE LA
PRODUCTIVITÉ ET DE L'EMPLOI

C'est pourquoi le gouvernement se propose de consulter, dans les prochaines semaines, les syndicats ouvriers et les organismes patronaux afin d'engager un effort national pour l'accroissement de la productivité et de l'emploi. Ces consultations porteront dans l'immédiat sur la création d'un nouveau centre national à cette fin.

Le centre auquel nous pensons ne sera pas un institut de recherche. Ce sera plutôt un endroit où les travailleurs et les entreprises pourront se rencontrer, loin de la table de négociation, pour se pencher concrètement et lucidement sur les questions d'intérêt mutuel qui ne peuvent être réglées de manière satisfaisante par la négociation collective. L'expérience a prouvé qu'il ne suffisait pas d'étudier ces questions ou d'en parler. On ne peut non plus commander, légiférer ou acheter le progrès en ce domaine.

Pour progresser, il faut trouver les moyens d'agir là où il le faut, c'est-à-dire dans les usines, les bureaux et les conseils d'administration. Cela ne peut être fait que par des gens pratiques, sachant de quoi ils parlent: des travailleurs et des responsables d'entreprises. C'est ce genre d'expérience pratique que, nous l'espérons, un centre national pour l'accroissement de la productivité et de l'emploi permettra de réunir.

Le gouvernement consultera prochainement les représentants du monde du travail et des milieux d'affaires afin de désigner un comité fondateur pour le nouveau centre. Ce comité sera chargé de recommander dans les trois mois une désignation, un mandat, une structure et un mode de fonctionnement appropriés.

[Français]

TECHNOLOGIE

Madame le Président, le cadre général mis en place par le gouvernement pour assurer la reprise fait une large place à la politique de la technologie et au soutien de la recherche et du développement. Il est capital pour notre avenir économique que nous accroissions notre effort de recherche et de développement et que nous appuyions le développement d'industries nouvelles. Nous devons aussi promouvoir plus activement la diffusion et l'application des progrès technologiques dans tous les secteurs de l'économie.